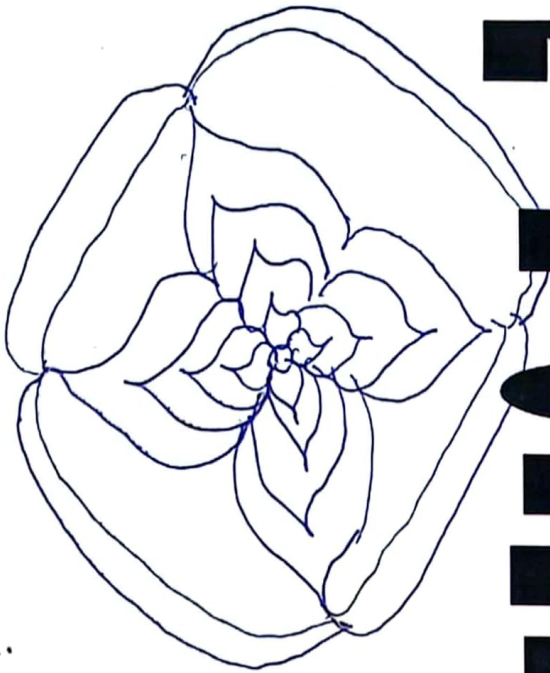




FRANZIS

PREMIERE PARTIE : LES FORMES D'ORGANISATION ECONOMIQUE**Chapitre I : LES FORMES PRECAPITALISTES
D'ORGANISATION ECONOMIQUE**

L'économie en tant que science est relativement jeune puisque son origine remonte au plus tôt au 18^e siècles. Pourtant, la réflexion sur l'économie n'a pas manqué jusqu'à cette époque. Plusieurs formes d'organisations des activités économiques ont existé avant l'organisation formelle, scientifique actuelle.

1-Le système pré-économique

Depuis l'antiquité c'est-à-dire au 5^e et au 4^e siècle avant JESUS-CHRIST, la pensée hébraïque, grecque et romaine traitait déjà de la chose économique sous l'angle d'activité d'enrichissement. Ces différentes pensées mettaient en rapport la chose économique avec la nature et DIEU.

L'idée développée et communément acceptée était de se détourner de la richesse ou des activités d'enrichissement (l'économie) en vue de gagner le ciel, le paradis (pensée hébraïque), de réaliser la cité parfaite (pensée grecque avec ARISTOTELE et PLATON) ou encore de se soumettre à la nature sans essayer de la dominer (pensée romaine).

A cette époque la pensée hébraïque était la plus dominante.

2-le système d'économie domaniale.

L'économie domaniale est une forme d'organisation économique basée sur les domaines. Le domaine est une unité juridique et économique établie sous l'autorité d'un seul propriétaire. Ce propriétaire était généralement membre du clergé soit de la noblesse.

Cette unité économique pratiquait l'agriculture comme activité principale ou pour la subsistance, soit pour des échanges.

Le servage avait remplacé ou remplaçait peu à peu l'esclavage. L'idée hébraïque était toujours dominante.

3-L'économie artisanale

Dans un contexte toujours d'hostilité à la richesse selon la morale chrétienne en vue de permettre à l'homme d'atteindre son salut éternel, de petites unités traditionnelles (artisanales) se développent dans les grandes agglomérations.

Les besoins de la noblesse et du clergé d'abord ensuite ceux de la population favorisent le développement de l'artisanat. Quelques artisans sont appelés à travailler les différents métaux (or ; fer ; cuivre) pour les besoins de la noblesse et du clergé. Ces artisans sollicités pour d'autres besoins par la population, vont développer les échanges commerciaux. Ces échanges commerciaux vont faire apparaître des opportunités de profit.

4-L'économie pastorale

L'économie pastorale est une activité économique basée sur l'élevage. Cette activité va se développer avec le développement de l'artisanat. Elle représente le principal fournisseur de l'artisanat en laine et en cuir.

CONCLUSION

Les théologiens et les politiques de l'époque ne cherchaient pas à expliquer ou à décrire les mécanismes économiques mais cherchaient plutôt à définir les valeurs morales qui servaient de critère pour déterminer le caractère licite ou illicite d'une activité. La satisfaction des besoins va pousser les hommes vers des activités de production ouvrant la voie à la recherche de profit et fait reculer les valeurs morales chrétiennes.

Chapitre II : LE CAPITALISME

De manière générale, un système est un ensemble d'éléments interconnectés, organisés en vue de réaliser un objectif précis. Un système économique est un ensemble socio économique dans lequel s'effectuent des activités économiques. Il est aussi considéré comme la combinaison des structures économiques, sociales, juridiques et mentales.

I/ DEFINITION DU CAPITALISME

Le capitalisme est un système économique basé sur la propriété privée des moyens de production et structuré en vue de maximiser les profits.

II/ LES PRINCIPES ESSENTIELS DU CAPITALISME

Les principes essentiels du capitalisme sont :

1-Le droit de propriété

C'est un principe juridique qui fait d'une partie de la population propriétaire des moyens de production.

2-Le libéralisme

Le libéralisme économique prône la non intervention de l'Etat dans la vie économique qu'il doit abandonner aux privés car l'action de l'état est jugée inefficace la concurrence doit se faire entre des privés seulement

3- L'individualisme et l'utilitarisme

Tout agent doit agir dans son propre intérêt et celui de ses proches (familles), rechercher l'utilité la satisfaction maximum pour lui-même

4- La recherche de profit

Avoir plus de profit dans l'objectif de réinvestir, augmenter l'accumulation du capital et non pour la consommation est la vision du capitaliste

5- Efficacités des mécanismes du marché

Le marché détermine ce qu'il faut pour produire (la production est orientée en fonction des seuls besoins solvables exprimés) comment il faut le produire (la combinaison des facteurs de production dépend de leur productivité marginale et de leur prix) et comment se répartit le revenu des différents facteurs de production.

III/ L'EVOLUTION DU CAPITALISME

L'évolution du capitalisme connaît deux étapes fondamentales :

1-Les processus fondamentaux propres à l'évolution du capitalisme

Ici, il s'agit de l'essor véritable que connaît le capitalisme à partir des éléments suivants :

a- Le progrès technique

Le progrès technique est la mise en œuvre de nouveaux procédés de production qui aboutissent à la fabrication de biens plus performants. Il est à l'origine de la révolution industrielle. Cette révolution entraîne des productions à grande échelle dans le souci d'accroître les profits

b- La concentration

La concentration est une opération de rassemblement des forces productives et de recentrage des activités pour éviter le gaspillage

Elle peut avoir plusieurs formes :

*Verticale : plusieurs entreprises dont les tâches sont complémentaires se regroupent

*Horizontale : les entreprises intervenant à un même niveau du processus de production se regroupent à ce niveau.

-La concentration géographique

Installation d'unités productives dans une même zone géographique

Les différentes concentrations économiques finissent par donner naissance à des grandes entreprises qui deviennent des multinationales

c-La multinationalisation

C'est la constitution d'une multinationale c'est-à-dire une entreprise qui a une implantation mondiale.

La révolution industrielle (progrès technique) la concentration, la multinationalisation sont des éléments de stratégies qui ont permis au capitalisme de connaître son essor mondial mais en créant des profondes inégalités entre pauvres et riches.

2-La socialisation croissante des économies capitalistes

L'essor du capitaliste a créé des écarts sociaux, des inégalités profondes que l'Etat veut corriger. L'Etat va donc s'inviter dans l'activité économique

a- Le développement du secteur public

Pour corriger les inégalités sociales, l'Etat va commencer à intervenir dans les activités économiques en s'appropriant la production de certains biens et services jugés nécessaires pour l'ensemble de la population et jugés non rentables et à hauts risques par le secteur privé. L'Etat devient donc

propriétaire de certains moyens de productions. Il va investir s'intéresser à certains secteurs comme la santé, l'éducation, le transport.

b- L'accroissement des prélèvements obligatoires

Les prélèvements obligatoires sont la première source de revenu d'un Etat. L'Etat désormais producteur aura besoin de plus de moyens financiers ses activités de production d'où l'accroissement des prélèvements obligatoires. L'Etat en taxant fort les plus riches et moins forts les économiquement faibles réduit aussi les inégalités de revenu.

C- L'interventionnisme économique croissant de l'Etat: la planification indicative

L'Etat va accroître son action sur l'économie en faisant de la programmation des activités économiques à travers une réglementation économique et des mesures fiscales qui vont influencer les décisions du secteur privé.

CONCLUSION

Le capitalisme, système économique basé sur la propriété économique va dans son évolution créer des inégalités sociales que l'Etat va chercher par la suite à réduire. Ainsi l'Etat va passer de son rôle d'arbitre à celui de gestionnaire, à travers le développement du secteur public (production de biens collectifs), l'accroissement des prélèvements obligatoires et de son intervention dans l'économie.

OK



Chapitre III : LE SOCIALISME

INTRODUCTION

Les économies socialistes sont apparues à la suite de la rupture de l'ordre politique et se sont développées au cours de la première moitié du 19^{ème} siècle. Le socialisme se veut une opposition au capitalisme surtout au principe de la propriété privée qu'il juge être un moyen d'exploitation de la majorité par la minorité.

I/DEFINITION DU SOCIALISME

Le socialisme est une idéologie qui propose la propriété collective des moyens de production c'est à dire tous les moyens de production appartiennent à l'Etat ou a la collectivité qui est sensé faire une bonne répartition

II/ LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DU SOCIALISME

Le système socialiste est basé sur les principes suivants :

1- La propriété étatique

Le seul et unique propriétaire des moyens de production est l'état ou la collectivité qui représente l'intérêt général

2- la régulation économique

L'état planifie de façon autoritaire et centralisé l'économie toute entière en décidant de ce qui doit être produit, comment le produire et surtout décide de la répartition de revenus

III/ LES DIFFERENTS REGIMES SOCIALISTES

Le socialisme a connu une application et une interprétation diverses selon les pays. Intéressons nous aux cas des pays suivants :

1- le régime soviétique : système socialiste planifié et centralisé

Le régime socialiste soviétique a connu plusieurs dirigeants chacun marquant son époque avec des réformes.

Nous pouvons retenir qu'en Union soviétique l'Etat était le propriétaire de tous les moyens de production et orientait l'économie de façon autoritaire. Des structures de l'Etat encadraient la production industrielle, agricole...

Ceux qui refusaient d'adhérer aux réformes étaient persécutés.

2-Le régime Yougoslave

En Yougoslavie, la propriété collective n'est pas étatique. Les moyens de production ont été confiés aux associations de travailleurs. On parle donc de socialisme autogestionnaire ou socialisme à planification décentralisée.

3-Le régime Hongroie-polonais

Des cas pratiques ont été observés dans certains pays de l'Europe de l'Est. La petite exploitation privée n'a pas été abolie dans ces pays. C'est le cas de la Pologne où 58 pour cent des terres sont restées la propriété des petits paysans. En Hongrie, on a laissé se développer après 1968 un secteur privé très dynamique dans les domaines du commerce, de l'artisanat, des services...

On parle ici de socialisme de marché

CONCLUSION

Doctrines économiques, le Socialisme se présente comme une opposition au Capitalisme. Son accession au pouvoir s'est effectuée dans une rupture politique parfois violente voire armée. Son application a varié selon les pays.

OK

**II^{ème} PARTIE : L'ANALYSE DE L'ECONOMIE****TITRE I : LA COMPTABILITE NATIONALE ET LE CIRCUIT ECONOMIQUE****Chapitre I : LA COMPTABILITE NATIONALE**

13-M-13

Tous les acteurs économiques ainsi que toutes les activités qu'ils exercent méritent d'être enregistrés pour une meilleure compréhension de toute l'activité économique d'une nation.

La comptabilité nationale va nous aider dans ce sens. Pour cela il nous est nécessaire de savoir ce que c'est que la comptabilité nationale, les agents économiques concernés, les opérations économiques considérées et dans quels comptes sont elles enregistrées

I-DEFINITION DE LA COMPTABILITE NATIONALE

La comptabilité nationale est un outil macroéconomique qui donne une représentation synthétique de l'activité économique dans son ensemble. Elle est caractérisée par trois fonctions essentielles.

- La fonction de synthèse de l'information
- La fonction d'analyse économique
- La fonction de prévisions économiques

II-LES ACTEURS CONCERNES : LES SECTEURS INSTITUTIONNELS

Les secteurs institutionnels sont des secteurs composés d'unités institutionnelles ayant les mêmes fonctions principales. Ils sont considérés aussi comme des groupes d'agents économiques ayant les mêmes fonctions principales

Ils sont au nombre de sept(07) :

1- Les ménages

Le secteur institutionnel " les ménages" sont composés des familles (Mariés, Célibataires) et des entrepreneurs individuels.

Leurs fonctions principales est la consommation et la production de biens et services.

Leurs ressources proviennent des rémunérations des activités qu'ils exercent

Exemples : le Boutiquier du quartier, la Famille ZADI, Mlle ASSI

2- Les Sociétés quasi-sociétés non financières ou les entreprises (SMF)

Ce sont globalement les entreprises publiques ou privées en dehors des entreprises individuelles. Leurs fonctions principales est la production de biens et services en vue de les commercialiser et dégager des profits, les ressources de ces entreprises proviennent de la vente des biens et services produits.

Ex : la SOTRA, MTN, Collège SEBACO

3- Les administrations publiques

C'est l'ensemble composé de l'Etat, des collectivités publiques, les services de sécurité sociale. Leurs ressources proviennent principalement des prélèvements obligatoires. Elles ont pour fonction de produire des biens et services non marchands c'est-à-dire des biens et services dont le prix est inférieur au prix du marché

Exemples : La Mairie de Yopougon, la CNPS, la CGRAE,.....

4- Les administrations privées

C'est l'ensemble des associations, organismes à but non lucratif c'est-à-dire des associations qui n'ont pas pour but de faire créer des richesses, faire des bénéfices. Leurs ressources proviennent des cotisations des membres et des dons

Exemples : ce sont des Partis Politiques les Syndicats, les ONG

5- Les institutions financières

C'est l'ensemble de toutes les institutions d'épargne, de crédit. Elles ont pour fonctions principales financer les activités économiques c'est à dire recevoir les dépôts et faire des prêts ; leurs ressources proviennent des intérêts sur les prêts qu'elles octroient, les dépôts des clients, la vente des titres.

Exemples : BIAO, COOPEC

6- Les entreprises d'assurances(SF)

Elles ont pour fonction d'assurer c'est-à-dire garantir le paiement d'une indemnité en cas de réalisation du risque considéré, leurs ressources proviennent des cotisations de leurs clients.

Ex : La Loyale assurance, AKODA

7- Le reste du monde(RDM)

C'est l'ensemble de toutes les unités institutionnelles non résidentes c'est à dire les unités n'appartenant pas au pays considéré et qui entretiennent des relations avec ce pays. Leur fonction est de retracer leurs opérations avec

ok

l'ensemble des unités résidentes, leurs ressources proviennent de diverses sources (import-export).

III- LES OPERATIONS ECONOMIQUES

Les opérations économiques regroupent les activités économiques exercées par les agents économiques. Elles sont regroupées en trois(03) grandes catégories

1- Les opérations sur biens et services

Les opérations sur biens et services concernent toutes les activités d'investissement de production et de consommation

a- L'investissement

C'est l'ensemble des actes qui réduisent la consommation présente en vue d'augmenter la production future. C'est aussi l'ensemble des dépenses consacrées à un moyen de production pour un rendement futur plus élevé.

b- La production

La production est l'ensemble de tous les actes créateurs de biens et services destinées à la satisfaction des besoins individuels ou collectifs.

c- La consommation

La consommation c'est l'ensemble des actes par lesquels un individu ou une collectivité utilise un bien ou un service en vue de satisfaire un besoin.

2- Les opérations de répartition

Face à la rareté des ressources et des besoins illimités une répartition s'impose.

La répartition est l'ensemble des opérations de partage, de distribution ou de redistribution selon les lois du marché ou selon le mode d'intervention de l'Etat

La distribution des revenus aux agents économiques (salaires, traitements, intérêts, profits, dividendes)

-Les prélèvements obligatoires (impôts, taxes, cotisations sociales)

-Les transferts ou opérations de répartitions sans contre partie

3- Les opérations financières

Les opérations financières concernent aussi bien la création monétaire que le financement de l'activité économique. Ainsi l'émission de monnaie par le système bancaire et la redistribution des capitaux en dépôts auprès du système bancaire sous forme de crédits sont des opérations financières.

IV- LES COMPTES DES SECTEURS INSTITUTIONNELS

Le système de comptabilité nationale décompose en cinq comptes l'activité de chaque catégorie d'agent économique et retrace par l'intermédiaire du solde de chacun de ces comptes les relations qui s'établissent entre eux. Le solde des emplois de l'un des comptes devient la ressource de l'autre.

Chaque compte est décrit par les ressources inscrites en partie droite et par l'emploi des ressources en partie gauche

1- Le compte de production

Il fait apparaître en solde la valeur ajoutée brute dégagée par l'activité de production de chaque agent. Ce solde passe en ressource au compte suivant c'est-à-dire le compte d'exploitation

$$Va = \text{Production} - \text{Consommation}$$

2- Le compte d'exploitation

Il décrit en emploi l'utilisation de la valeur ajoutée brute entre les différents agents économiques c'est-à-dire paiements des impôts et cotisations sociales, versements de salaires, rémunérations de l'entreprise, etc....

En solde se dégage un excédant brut d'exploitation qui deviendra la ressource du compte suivant : le compte de revenu

3- le compte de revenu

Le compte de revenu enregistre en ressource toutes les ressources des agents économiques (EBE pour toutes les entreprises, les revenus de ménages....) et en emploi l'utilisation de ces ressources exprimé par les transferts aux différents secteurs. Le solde est un revenu disponible brut.

4- Le compte d'utilisation de revenu

Le solde du compte précédent c'est-à-dire le revenu disponible est affecté en emploi, à la consommation finale. Le nouveau solde dégagé est une épargne brute qui passera en ressource pour le compte suivant : le compte de capital

5- Le compte de capital

Il utilise l'épargne brute en :

- formation brute du capital fixe(FBCF)
- Achats d'actifs corporels ou incorporels

Le solde est soit un flux net de créances soit un flux net de dettes, qui montre ainsi une capacité de financement ou un besoin de financement.

V-Les tableaux économiques

Les tableaux économiques retracent l'ensemble des flux d'une économie nationale.

1-Le TEE (Tableau Economique d'Ensemble)

Il représente l'ensemble de l'activité économique d'un pays au cours d'une année. C'est un tableau de flux et à la lecture croisée. IL met en correspondance les secteurs institutionnels (agents économiques en colonne et en ligne leurs opérations)

La lecture montre l'opération effectuée par le secteur concerné avec d'un coté les ressources et de l'autre leur emploi.

2-Le TES (Tableau Entrées-Sorties)

Il retrace les flux de biens et services de l'économie nationale. En colonne sont regroupés les branches d'activités ; en ligne les produits chaque flux d'entrées est une consommation intermédiaire. Chaque flux de sortie une production. La lecture met en évidence (par croisement) l'utilisation par chaque branche de ses propres produits et des produits des autres branches.

3-TOF (Tableau des Opérations Financières)

Il retrace les relations entre les flux nets de créances et de dettes des agents économiques sur l'année. Il montre la répartition des capacités et des besoins de financements de ces agents c'est un tableau sur les différents mouvements financiers affectant l'ensemble des secteurs et des agents économiques.

CONCLUSION

La comptabilité nationale dans sa mission de retracer toutes les activités économiques d'un pays groupe d'abord les différents agents économiques en grand groupe appelés secteurs institutionnels. Ensuite des comptes sont créés pour enregistrer toutes les opérations entreprises par ces agents économiques et enfin suivi de tableaux économiques et financiers.

OK

Chapitre II : FLUX ET CIRCUIT ECONOMIQUE

Les opérations de production, de répartition, de consommation, de financement sont l'occasion de circulation de biens et services entre les différents agents économiques nationaux ou internationaux. Représenter ces différents mouvements de biens et services et de monnaie conduit à la réalisation du circuit économique.

I- LES FLUX ECONOMIQUES

1-Définition

Un flux est un transfert ou un déplacement de biens et services de moyens financiers d'un agent économique à un autre

2-Les différents types de flux

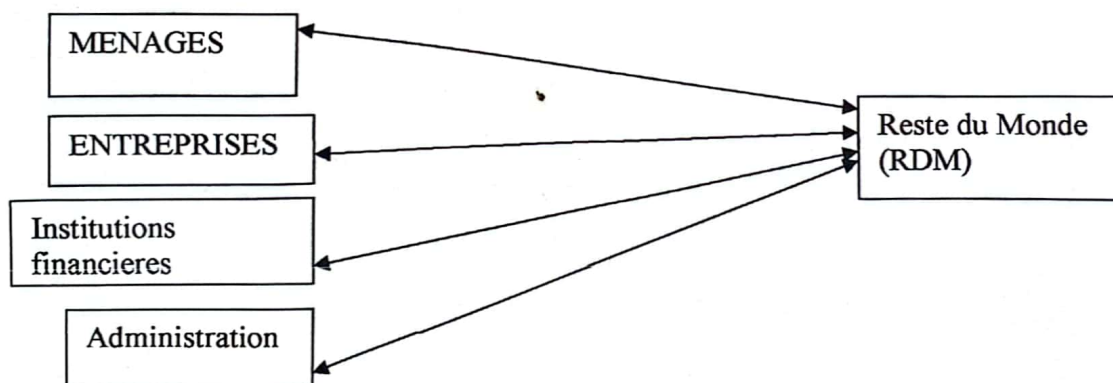
- a- **Le flux réel** : Le flux réel est un transfert, un déplacement de biens et services d'un agent économique vers un autre agent.
- b- **Le flux monétaire** : C'est un mouvement ou un transfert de monnaie entre deux agents économiques
- c- **Le flux mixte** : C'est un mouvement de biens et services et de monnaie en même temps entre agents économiques.

II-LE CIRCUIT ECONOMIQUE

1-Définition

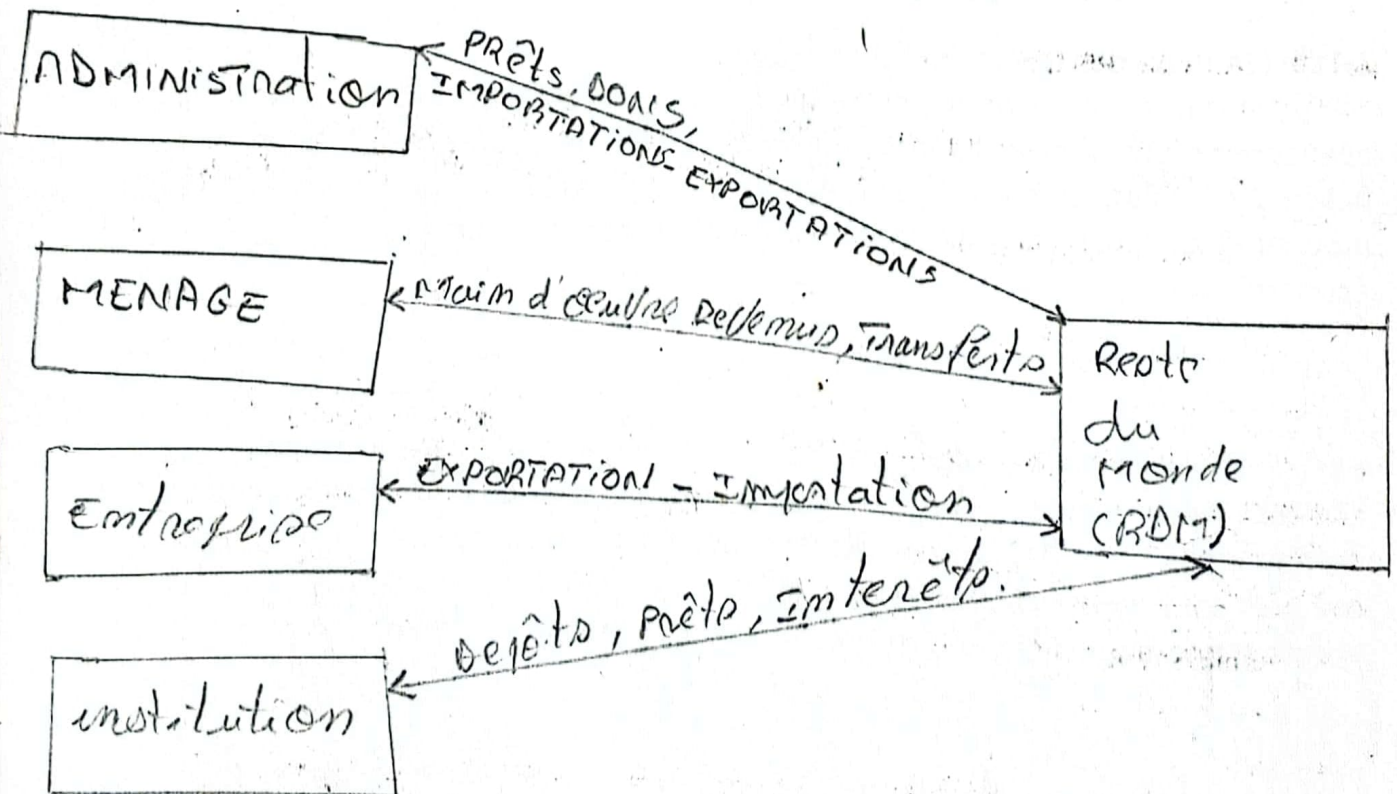
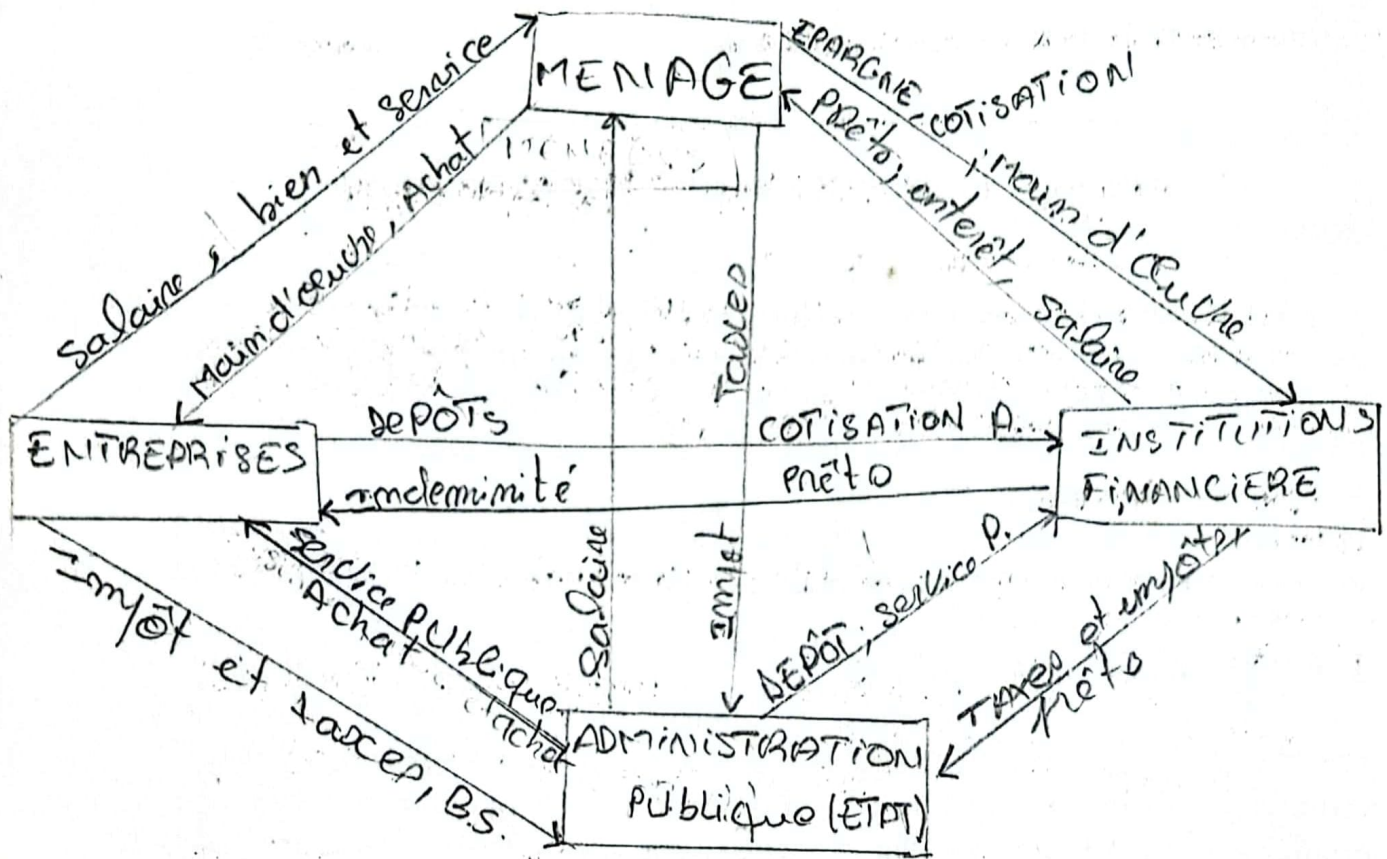
Le circuit économique est une représentation simplifiée de l'activité économique. Il permet de décrire à l'aide des flux les relations qui existent entre les différents économiques.

2-Le circuit économique(Schéma)



Conclusion

La représentation simplifiée de l'activité économique d'une nation permet une meilleure compréhension de ladite activité. Les relations entre les différents agents économiques sont traduites par les flux économiques.



TITRE : LES MECANISMES ECONOMIQUES

CHAPITRE I : LA NOTION DE LA MONNAIE

04-12-23
Etre payé en monnaie de singe ; l'argent est le nerf de la guerre ; le temps c'est de l'argent sont autant d'expressions liées à la monnaie. Mais quel est ce bien si particulier et si omniprésent dans le quotidien de chaque individu ?

partout

I-DEFINITION ET FONCTION DE LA MONNAIE

1- Définition

La monnaie est l'ensemble de tous les moyens de paiement acceptés par tous dans une économie ou une zone économique.

2- Les fonctions de la monnaie

On attribut généralement trois (03) fonctions à la monnaie :

a- la monnaie : intermédiaire des échanges

La monnaie est un instrument de transaction, un intermédiaire qui permet d'acheter tous les autres biens ou services. Elle a permis de passer de l'économie de troc à l'économie monétaire.

b- la monnaie : unité de compte ou instrument de mesure des valeurs

La monnaie est un étalon (unité) de mesure c'est-à-dire qu'elle permet de donner au moyen du prix une valeur à tout bien et service échangeable sur un marché. Elle permet aussi de comparer la valeur des biens économiques hétérogènes.

c-la monnaie : instrument des réserves de valeur

La monnaie est une réserve de valeur parce qu'elle offre à son détenteur la possibilité de différer sa consommation dans le temps ceci grâce à l'épargne. On dit aussi que la monnaie est une réserve de pouvoir d'achat car son détenteur conserve un pouvoir d'achat qu'il pourra mobiliser au moment où il voudra consommer.

II-LES FORMES DE LA MONNAIE

Il existe plusieurs formes de monnaie :

1- La monnaie marchandise

C'est une marchandise (bien) qui est acceptée par tous les agents économiques à cause de sa valeur intrinsèque.

Exemples : les perles, les cauris, l'or.....

2- La monnaie métallique

Elle est l'ensemble des pièces faites à partir de métaux précieux (l'or, l'argent, le bronze) et dont la valeur faciale est en rapport avec la valeur de la quantité de métal utilisé.

3- La monnaie fiduciaire

La monnaie fiduciaire est une monnaie dont la valeur est déterminée par les autorités monétaires et acceptée par tous sur la base de la confiance. Elle est constituée de deux grands groupes :

-la monnaie divisionnaire : c'est l'ensemble des pièces dont la valeur est déterminée par les autorités monétaires. Dans la zone UEMOA, on a les pièces de : 5F, 10F, 25F, 50F, 100F, 200F, 250F, 500F-les billets de banque : c'est l'ensemble des billets émis par une banque centrale et dont la valeur est déterminée par celle-ci. Au sens étroit l'appellation de monnaie fiduciaire fait référence aux billets de banque.

4-la monnaie scripturale

La monnaie scripturale est un moyen de paiement basé sur un « jeu d'écriture ». Elle est composée de l'ensemble des dépôts à vue détenus par les agents économiques et fonctionnant par le biais des chèques bancaires.

5-la monnaie électronique

C'est une forme de monnaie virtuelle (immatérielle) qui circule grâce à des cartes contenant des puces. Elle est de plus en plus utilisée avec le développement de l'électronique et de l'informatique.

6-les notions liées à la monnaie

-**le cours légal** : une monnaie a cours légal lorsque tous les agents économiques ont une obligation de l'accepter comme moyen de paiement en règlement des différentes transactions.

-**le cours forcé** : une monnaie a cours forcé lorsqu'elle n'est pas convertible en or.

-**la masse monétaire** : c'est l'ensemble de tous les moyens de paiement en circulation dans une économie à une période donnée.

III-LES MOTIFS DE LA DEMANDE DE LIQUIDITE

Pourquoi les agents économiques préfèrent-ils détenir de la monnaie plutôt que des titres qui rapportent ? Trois (03) motifs sont à la base de la préférence de la monnaie chez les agents économiques :

**1- Les motifs de transaction**

On préfère la liquidité car elle permet de combler l'intervalle de temps entre deux encaissements périodiques de revenu ou l'agent économique est appelé à faire des dépenses quotidiennes.

2- Les motifs de précaution

On préfère la liquidité pour faire face à des dépenses imprévues.

3- Les motifs de spéculation

On préfère la liquidité pour des raisons de spéculation c'est-à-dire profiter de la variation des cours des monnaies.

CONCLUSION

L'importance de la monnaie dans les économies confère à son détenteur une puissance, un pouvoir, une certaine considération sociale telle que nul ne peut rester insensible à ce bien si particulier.



15-01-14

CHAPITRE II : LE SYSTEME BANCAIRE ET LE CREDIT

Toute économie moderne est composée d'un système bancaire qui permet la circulation de la monnaie sous toutes ses formes.

I-LE SYSTEME BANCAIRE

C'est l'ensemble des banques d'une économie avec toutes ses règles de fonctionnement.

1- Définition de la banque

Une banque est une institution financière qui collecte l'épargne (reçoit les dépôts) et accorde des prêts. C'est aussi une institution qui a la capacité de créer de la monnaie dans les modalités bien définies.

2- Les différents types de banque

Il existe deux grands types de banques dans toute économie :

a-la banque centrale

La banque centrale est également appelée banque de premier rang. Elle a pour rôle :

- d'émettre la monnaie
- chargée de la politique monétaire (il s'agit d'agir sur le volume et sur les prix des actifs financiers (intérêts))
- assurer la compensation entre les banques commerciales

En somme la banque centrale est garante du bon fonctionnement du système bancaire et financier. La BCEAO est la banque centrale de la zone UEMOA.

b-les banques commerciales

Elles sont également appelées banques de second rang. Elles reçoivent l'épargne du public et accordent des prêts et réalisent diverses opérations financières.

II-LE CREDIT

1- Définition

Le crédit est une opération consistant à mettre à la disposition d'un agent économique de la monnaie en échange d'une promesse de remboursement assorti du paiement d'un intérêt déterminé d'avance. Plus simplement, le crédit est un prêt accordé par un agent économique le plus souvent la banque à un autre agent économique (entreprises, ménages)

2- Les différents types de crédit

On peut distinguer les crédits selon quatre critères principaux :

- la durée
- l'utilisation des fonds prêtés
- La garantie exigée
- l'agent emprunteur
- le nombre d'agents prêteurs

a-selon la durée

On distingue les crédits à court, moyen et long terme :

- le crédit à court terme** : c'est un crédit dont la durée de remboursement est inférieure à deux ans.
- le crédit à moyen terme** : la durée de remboursement est comprise entre deux et sept ans.
- le crédit à long terme** : la durée de remboursement est supérieure à sept ans.

b-selon l'utilisation des fonds prêtés

-**le crédit de trésorerie** : le crédit de trésorerie est accordé par les banques pour financer les décalages entre l'entrée des recettes et la réalisation des dépenses. Plusieurs modalités de crédit de trésorerie existent :

***le découvert bancaire** : il correspond à une opération de crédit par laquelle une banque autorise son client à tirer des chèques pour un montant supérieur à la provision de son compte dans des modalités définies à l'avance.

***le crédit de campagne** : c'est un crédit accordé aux entreprises ayant une activité saisonnière afin de faciliter leur trésorerie.

-**le crédit d'équipement** : c'est un crédit accordé à une entreprise pour acheter des biens d'équipement (machines)

-**le crédit à la consommation** : c'est un crédit octroyé aux individus pour leur permettre de se procurer des biens de consommation durable ou semi-durable.

Exemples : voitures, appareils électroménagers.....

c-selon la garantie

On distingue le crédit hypothécaire et le crédit documentaire :

-**le crédit hypothécaire** : c'est un crédit dont la garantie est un bien immobilier (maison, terrain)

-**le crédit documentaire** : c'est un prêt accordé contre la remise de document représentatif de la propriété de marchandises.

d-selon le nombre de prêteurs

On distingue le crédit ou emprunt indivis et l'emprunt obligataire :

-**l'emprunt indivis** : c'est un crédit ordinaire accordé par un seul agent économique.

-l'emprunt obligataire : c'est un crédit accordé par plusieurs agents économiques à un seul agent. Il est divisé en plusieurs sous parties égales les unes aux autres appelées obligations.

III-LE MARCHE DES CAPITAUX

1- Définition

Le marché des capitaux est le lieu de rencontre entre les agents économiques à capacité de financement et ceux à besoin de financement.

2- Composition du marché des capitaux

Il se compose du marché financier et du marché monétaire.

a-le marché financier

C'est le marché des capitaux à long terme dont l'organe de fonctionnement est la bourse des valeurs constituée pour l'essentiel d'actions et d'obligations.

b-le marché monétaire

Le marché monétaire est le marché des capitaux à court terme. Il s'articule autour du système bancaire et porte essentiellement sur les monnaies.

d'échange

CONCLUSION

Le système bancaire assure le bon fonctionnement du système économique d'un pays en étant l'intermédiaire entre les différents agents économiques. Ce système donne plusieurs formes à la monnaie et transforme les différents dépôts en prêts qui sont accordés selon des modalités bien déterminées.

OK

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

CHAPITRE III : MARCHÉ ET PRIX

Après Avoir défini les différents types de marchés, nous analyserons les procédures de fixation des prix par les entreprises et nous montrerons les limites à l'économie de marché dues à l'intervention de l'Etat.

I- LA NOTION DE MARCHÉ

A-DEFINITION

Le marché est le lieu de rencontre de l'offre (O) et de la demande (D). Le marché peut être physique et concerné un ou plusieurs produits ou être simplement un ensemble d'accords entre échangistes en ce qui concerne les quantités et les valeurs.

B- LES TYPES DE MARCHÉ

Selon la nature des biens, on peut distinguer les différents types de marché suivants :

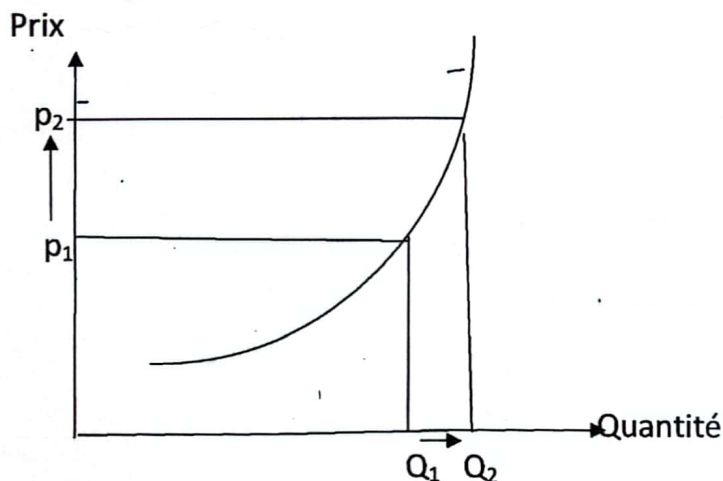
- le marché des biens et services
- le marché du travail
- le marché monétaire
- le marché financier

C- LE MARCHÉ DES BIENS ET SERVICES

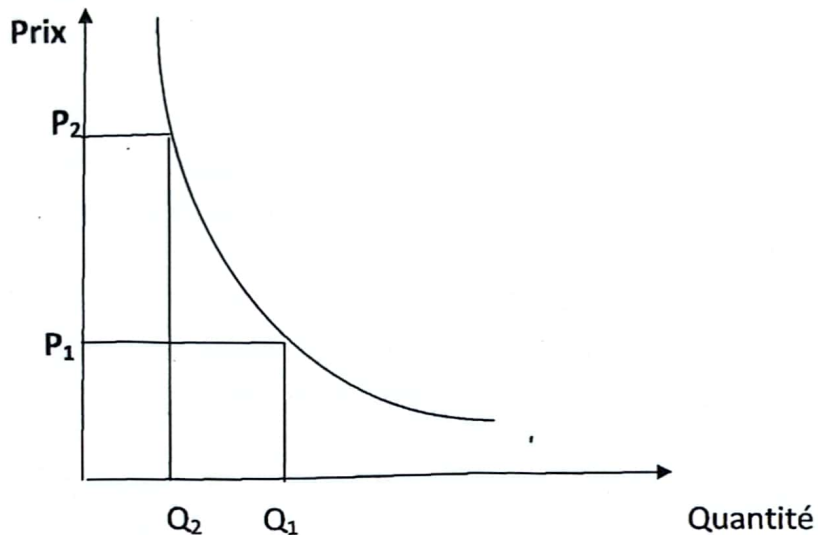
1-l'offre (O) et la demande (D)

-l'offre : est la quantité de produits susceptible d'être présentée par les producteurs a un prix déterminé sur le marché.

L'offre est une fonction croissante du prix c'est-à-dire que l'offre augmente quand le prix augmente.

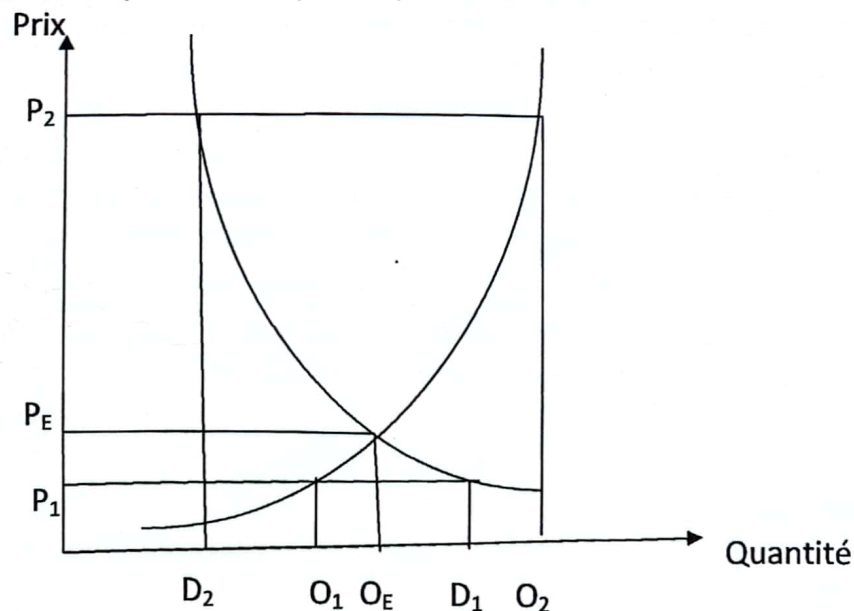


-La **demande** est la quantité de produits susceptibles d'être achetés par les consommateurs à un prix déterminé sur le marché. La demande est une fonction décroissante du prix c'est-à-dire que lorsque les prix augmentent la quantité demandée diminue (vis-versa)



2-La loi de l'offre et de la demande

En général sur un marché, en cas d'excès de l'offre par rapport à la demande, la concurrence entre les vendeurs conduit à une baisse du prix. A l'inverse, un excès de la demande sur l'offre entraîne une concurrence entre les consommateurs et conduit à une augmentation du prix. Dans les deux cas, la variation du prix se poursuit jusqu'à la correction complète du déséquilibre entre l'offre et la demande. Le prix se stabilise lorsque l'offre est égale à la demande. On parle alors de prix d'équilibre du marché.



COMMENTAIRE

- Au prix P_1 : O_1 supérieur D_1 ; les offreurs (vendeurs) se livrent alors une concurrence et cette concurrence conduit à une baisse des prix.
- Au prix P_2 : O_2 inférieur D_2 ; les demandeurs (acheteurs) se livrent une concurrence et cette concurrence abouti à une augmentation des prix.
- Au prix P_E : $O = D$; c'est le prix d'équilibre du marché

D- Les formes ou structure du marché

Différentes formes de marché se distinguent en fonction du nombre d'acteurs (vendeurs et acheteurs) présents sur le marché.

1-Le marché de concurrence pure et parfaite.

Un marché de concurrence est un marché où il existe un grand nombre de vendeurs proposant le même bien ou service face à un grand nombre d'acheteurs.

Ce marché devient un marché de concurrence pure et parfaite s'il remplit les conditions suivantes :

- L'atomicité de l'offre et de la demande

Il existe un grand nombre d'offeurs et demandeurs de petite taille, chacun exerçant une influence négligeable sur le marché.

-L'homogénéité du produit

Les produits objets de l'échange sont homogènes c'est-à-dire identiques. Ils ne sont donc pas différenciables.

-libre entrée sur le marché ou libre sortie du marché

Il existe une totale liberté de sorte que de nouveaux concurrents peuvent entrer sur le marché. À l'inverse tout concurrent peut, à tout moment, sortir du marché librement.

- La transparence du marché

Acheteurs et vendeurs sont parfaitement informés à tout moment de l'état réel de l'offre et de la demande ainsi que des conditions de prix.

- La mobilité des facteurs de production

La mobilité des facteurs de production est assurée, ils peuvent aller d'un secteur vers un autre secteur d'activité, d'une zone géographique vers une autre zone géographique.

Ces conditions sont rarement toutes réunies de façon simultanée. Quelques rares marchés (marché de capitaux par exemple) se rapprochent d'une situation de concurrence pure et parfaite.

2-Le monopole ou marche de monopole

C'est le marché sur lequel, il existe qu'un seul offreur face à un grand nombre d'acheteurs

3-Le monopsonne

C'est le marché où il existe un seul acheteur face à un grand nombre d'offreurs.

4-Le duopole

C'est un marché ou il existe un grand nombre d'acheteurs face à deux offreurs.

5-Oligopole

C'est un marché ou il existe un petit nombre (au delà de deux) d'offreur face à un grand nombre d'acheteurs. Il ya l'oligopole de combat et l'oligopole d'attente.

6-Oligopsone

C'est un marché où il existe un grand nombre d'offreurs face à un petit nombre d'acheteurs.

D \ O	0	Unicité (UN)	Oligo (Petit nombre)	POLY (Grand nombre)
Unicité (UN)		monopole bilatéral	monopsone imparfait	Monopsone
Oligo Petit nombre		monopole imparfait	oligopole bilatéral	Oligopsone
Poly		monopole	oligopole	concurrence pure et parfaite

CLASSIFICATION DES MARCHES : Le Tableau de STACKELBERG

II- LA NOTION DE PRIX

A-DEFINITION

Le prix est l'expression monétaire de la valeur d'un bien ou d'un service. Il peut dépendre de la position du vendeur sur le marché (prix de monopole, prix de manque), de la confrontation de l'offre et de la demande sur un marché

de concurrence, de la politique commerciale propre de l'entreprise, de la régulation en cours...

B-PROCEDURE ET FIXATION DES PRIX

1-Fixation des prix sur un marché de concurrence

Sur un marché de concurrence pure et parfaite, le prix est déterminé par la confrontation entre l'offre et la demande globale. le prix est donc une contrainte pour les entreprises en concurrence. On dit qu'elles sont preneuses de prix "Price taker". Pour maximiser leur profit, les entreprises ne peuvent que agir sur les coûts de production. Dans ce contexte, le profit est maximum à deux conditions correspondant à deux périodes :

- en courte période le profit est maximum si et seulement si le coût marginal (Cm) = prix de vente sur le marché
- A long terme, le profit est maximum si et seulement si le prix de vente sur le marché = minimum du coût moyen

APPLICATION : les quantités produites d'un bien et les coûts de production sont donnés dans le tableau suivant :

Quantité produite en tonne	1	2	3	4	5
Coût total	15000	27000	37000	48000	60000

TAF : 1-calculer les coûts moyens et les marginaux

2-en supposant que le prix du bien sur le marché international est de 10.000 la tonne, quelle quantité le producteur doit-il produire pour maximiser son profit ?

RESOLUTION

Quantité produite en tonne	1	2	3	4	5
Coût total	15000	27000	37000	48000	60000
Coût moyen	15000	13500	12333	12000	12000
Coût marginal	15000	12000	10000	10000	12000

$$C_m = \frac{\Delta CT}{\Delta QT}$$

minimum C_m

$$C_m = \frac{CT}{QT}$$

1^{er} col
1^{er}

$$C_m = \frac{\Delta CT}{\Delta QT} = \frac{CT_2 - CT_1}{QT_2 - QT_1}$$

$$C_m = \frac{15000 - 0}{1 - 0}$$

$$C_m = 15000$$

$$2^e C_m = \frac{27000 - 15000}{2 - 1}$$

$$C_m = 12000$$

$$3^e C_m = \frac{37000 - 27000}{3 - 2}$$

$$C_m = 10000$$

$$4^e C_m = \frac{48000 - 37000}{4 - 3}$$

$$C_m = 11000$$

$$5^e C_m = \frac{60000 - 48000}{5 - 4}$$

$$C_m = 12000$$

La quantite produite est = 3 tonnes
car le prix de vente = prix
marginal est egale a 10000

2-La fixation des prix sur un marché non concurrentiel

En absence de concurrence (monopole, oligopole...), l'entreprise exerce un certain contrôle sur son prix. Elle peut le fixer au niveau voulu tout en tenant compte de la relation inverse entre le prix d'un bien et la qualité demandée.

Dans ces conditions, la maximisation du profit suppose l'égalité entre la recette marginale (RM) et le coût marginal (Cm)

APPLICATION : les quantités produites, les prix de vente et les coûts marginaux sont données par le tableau suivant :

Quantité produite en tonne	1	2	3	4	5
Prix de vente unitaire	1000	900	800	700	600
Coût marginal	800	750	600	3500	100

TAF : 1-déterminez les recettes totales

2-déterminez les recettes moyennes

3-déterminez les recettes marginales

4-quelle quantité doit-on produire pour maximiser le profit.

SOLUTION

Quantité produite en tonne	1	2	3	4	5
Prix de vente unitaire	1000	900	800	700	600
Coût marginal	800	750	600	3500	100
Recette totales	1000	1800	2400	2800	3000
Recettes moyennes	1000	900	800	700	600
Recette marginales	1000	800	600	400	200

3-La fixation des prix des entreprises publiques

Dans bien des cas, le tarif public ne correspond qu'à une fraction du coût de production (production non marchande) car la puissance publique poursuit divers objectifs :

- Objectifs de redistribution
- Objectifs macroéconomiques
- Objectifs d'orientation de la demande.

4-L'intervention de l'Etat dans la fixation des prix

L'intervention de l'Etat dans la fixation des prix se traduit par la réglementation du marché. Cette réglementation se traduit par le blocage des prix, la fixation des maximums et des minimums, le blocage des marges...

CONCLUSION

Le prix est une donnée essentielle dans le fonctionnement du marché. Les offreurs ont tendance à l'augmenter et les demandeurs le souhaitent à la baisse. Il détermine la quantité de bien que souhaitent vendre les offreurs et celle que souhaitent acquérir les acheteurs. Sa détermination fait intervenir plusieurs paramètres parmi lesquels on retrouve l'intervention de l'Etat à travers une réglementation du marché

TITRE III : L'INTERVENTION DE L'ETAT DANS LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE**CHAPITRE 1 : LE BUDGET DE L'ETAT**

L'Etat pour une meilleure lisibilité de ses actes économiques utilise des instruments tels que le budget. Le budget est donc un instrument complexe de la vie économique d'une nation étant donné que les dispositions qu'il contient régissent toutes les opérations financières de l'Etat en recettes et en dépenses.

I- DEFINITION

Le budget est un état prévisionnel des recettes et dépenses d'une nation au cours d'une période déterminée (généralement l'année).

Il est, sur le plan administratif, différent de la loi des finances qui est plutôt l'autorisation que le parlement donne pour l'exécution des ressources et des dépenses du budget. En d'autre terme le budget devient loi de finance dès l'instant où il est voté par les parlementaires (députés).

L'Etat exécute ses tâches économiques à travers le budget.

II- LE ROLE ECONOMIQUE DE L'ETAT.

L'état accomplit plusieurs rôles dans une économie :

1-La satisfaction des besoins collectifs.

L'Etat cherche à satisfaire les besoins collectifs en produisant des biens collectifs. Les biens et services collectifs sont produits à titre gratuit ou quasi-gratuit et financés par l'Etat. Ils sont qualifiés de non marchands

Exemple : La sécurité, la défense, les écoles publiques...

2-La redistribution des revenus (fonction sociale de l'Etat)

C'est l'excès d'inégalités créées par le capitalisme que l'Etat cherche à réduire à travers sa fonction de redistribution de revenus. Pour ce faire, l'Etat agit de deux manières :

- il capte une partie de la richesse créée par la nation sous forme d'impôts
- il redistribue ce qu'il a prélevé par le biais des transferts qui peuvent être économiques (subvention aux Entreprises) et sociaux (aides aux défavorisés).

3- La production des biens et services privatifs par l'Etat (fonction de production)

L'Etat à travers ses entreprises produit des biens et service à la place du secteur privé jugé défaillant. L'Etat cherche donc à combler les secteurs de biens et services non satisfaits par les opérateurs privés du fait peut être de

leur rentabilité faible ou du risque trop grand que ces secteurs représentent pour eux.

4- La mise en œuvre de politiques économiques (fonction de stabilisation de la conjoncture)

L'Etat se fixe pour objectif essentiel de stabiliser la conjoncture c'est-à-dire maintenir la demande globale à un niveau désiré. Pour cela l'Etat met en œuvre plusieurs politiques économiques visant à relancer l'économie en période de crise et à freiner le niveau de l'économie en période de surchauffe. Il y'a la politique budgétaire, monétaires expansionnistes et restrictives qui représentent ses instruments d'action.

III- LA STRUCTURE DU BUDGET

En dehors du fait que le budget soit composé de recettes et de dépenses, le regroupement des dépenses par catégorie plus au moins homogène fait apparaître deux grandes parties dans le budget d'Etat :

1-le Budget Général de Fonctionnement(BGF)

Le BGF recouvre la plus grande part du budget total. Il est constitué des recettes fiscales et surtout des dépenses de fonctionnement (salaires, factures....)

2-Le budget spécial d'investissement et d'équipement (BSIE)

Il regroupe toutes les dépenses d'investissements nouveaux ou de renouvellement d'équipements.

Exemple : construction de route, d'école, universités...

3-Les budgets annexes

IL concerne les services de l'Etat dotés d'une certaine autonomie administrative. Leur dépenses sont couvertes par des ressources qui leur sont spécialement affectées et /ou qu'ils retirent de leur activité commerciale.

Exemple : l'Imprimerie Nationale, le Journal Officiel, les PTT.....

CONCLUSION

Détenteur du pouvoir politique, l'Etat renforce de plus en plus sa place dans le secteur économique par ses interventions de régulation, de production, de redistribution. Le budget, instrument de politique économique est composé de recette et dépenses réparties en groupes homogènes de fonctionnement et d'investissement

OK

Chapitre II : L'ACTION DE L'ETAT SUR LA VIE ECONOMIQUE

13-03-19
Selon l'analyse de l'évolution des économies, plusieurs actions de l'Etat se dégagent. La planification, la privatisation sont des modes d'intervention de l'Etat dans la gestion d'un pays.

I-LA PLANIFICATION

1- Définition

En économie et au niveau d'un Etat, la planification est l'organisation d'un programme économique avec ses objectifs et les moyens nécessaires pour la réalisation de ces objectifs sur plusieurs années à venir. C'est donc une programmation des activités économiques d'une nation sur une longue période.

Exemple : plan de développement ; plan industriel : plan d'austérité ; plan d'aménagement du territoire...

2- Les caractéristiques

Un plan est caractérisé par :

- Les objectifs recherchés
- La manière dont ils seront atteints
- Les rôles et les responsabilités des différents acteurs
- Le calendrier
- L'estimation des moyens à mettre en œuvre et des coûts
- Les modalités de suivi et contrôle

3- Les types de plans

Quand on considère le mode d'intervention de l'Etat dans la gestion de l'économie du pays, il se dégage deux(02) types de planification :

a- La planification impérative ou autoritaire

Ici l'Etat intervient directement dans la gestion de l'ensemble de l'économie nationale. Son intervention va jusqu'à la gestion courante de l'économie à travers des entreprises publiques, fixe les objectifs à atteindre comme la quantité de biens à produire, le niveau de salaire et des prix...

Il s'agit d'une planification dite centralisée planifiée qu'on retrouvait en URSS et dans les pays de l'Europe de l'est (socialisme)

Ce type de planification a pour inconvénient de freiner ou bloquer les initiatives au sein des entreprises (la créativité n'existe pas car on regarde l'Etat agir) et la

production mise à la disposition de l'économie est souvent de mauvaise qualité.

Son avantage est qu'à tout moment la production est là et souvent à bas prix car imposé par l'Etat.

b- La planification indicative

L'Etat se limite à indiquer les orientations fondamentales souhaitées, à créer les conditions favorables à la réalisation des objectifs, à prendre des décisions dans le sens souhaité ou indiqué par le plan. L'Etat à travers la réglementation et les mesures fiscales incite les investisseurs à opérer librement leurs choix, dans le sens souhaité par le plan. Ce type de planification est retrouvé dans les pays capitalistes.

Remarque : on rencontre souvent dans les pays en voie de développement une combinaison des deux(02) types de planifications.

II- LA PRIVATISATION

1- Définition

La privatisation est l'opération consistant à transférer par la vente d'actifs, une activité, un établissement ou une entreprise du secteur public au secteur privé. La privatisation peut être totale ou partielle.

2- Procédure de privatisation

L'opération de privatisation s'effectue selon un processus en trois étapes :

a- L'étape de pré-transfert

Elle consiste à faire l'audite, l'évaluation financière de la société à transférer, à fixer un schéma de Transfert (la situation des salariés, recommandations) et à définir un prix minimum de cession.

b-L'étape de Transfert

Elle s'opère par le choix du mode de Transfer prévu par la législation. Généralement trois modes de cession se dégagent à savoir l'appel d'offres le marché financier et l'attribution directe.

c-L'étape du suivi post-transfert

L'opération de privatisation ne s'arrête pas au transfert, le suivi post transfert en constitue la continuité. Cette étape porte sur le suivi des engagements contractuels de l'acquéreur en matière d'investissements et de sauvegarde de l'emploi et ce, pendant la durée fixée dans le contrat de cession, généralement comprise entre 5 et 10 ans.

3- Les objectifs de la privatisation

Les objectifs de la privatisation diffèrent selon qu'on est dans un pays développé ou un pays en voie de développement.

a- Les objectifs de la privatisation dans les pays développés

Dans les pays développés, les privatisations sont une volonté politique réelle et des instruments de politique économique qui sont décidés par les gouvernements de manière autonome. Elles ont pour objectifs :

- d'assouplir les contraintes budgétaires
- de développer l'actionnariat populaire
- de promouvoir la participation des salariés au capital des entreprises
- de réduire le poids de l'Etat dans l'économie et restaurer les mécanismes de marché afin d'accroître l'efficacité du système économique globale.

b- Les objectifs de la privatisation dans les pays en voie de développement

Dans les pays en voie de développement les privatisations ne sont pas une volonté politique réelle. Les privatisations font parties des politiques d'ajustement structurel et deviennent même des conditionnalités pour l'octroi des prêts par les bailleurs de fond internationaux. Elles ont donc pour objectifs :

- changement de politique
- Un besoin d'octroi d'aide financière de la banque mondiale, du FMI et d'autres donateurs.
- la nécessité de mobiliser des fonds en vendant des entreprises publiques
- L'impératif de maintenir le niveau d'emplois
- remédier à l'état précaire de certaines entreprises publiques

CONCLUSION

La planification et la privatisation sont des exemples d'actions de l'Etat sur la vie économique. Elles visent la croissance économique mais mal maîtrisées, elles peuvent avoir des effets négatifs sur le développement économique d'un pays.

OK

Chapitre III : LES DESEQUILIBRES ECONOMIQUES ET LEUR CORRECTION PAR L'ETAT

I-DESEQUILIBRE ECONOMIQUE : L'INFLATION

L'inflation provient du terme inflammation qui veut dire étymologiquement une enflure, un gonflement. Le terme appartient donc, à l'origine, au vocabulaire médical. Nous allons donc nous intéresser à la définition, aux causes, aux conséquences, aux solutions de l'inflation.

1-Définition

L'inflation est la hausse du niveau général des prix de façon continu et durable.

2-Les causes de l'inflation

a- L'inflation : un phénomène monétaire

Pour l'économiste américain prix Nobel d'économie MILTON FRIEDMAN : « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire ». L'explication est qu'avec une création monétaire importante les ménages deviennent riches. Ils accroissent alors leurs demandes ce qui induit (entraîne) à terme une élévation du niveau général des prix.

b- L'inflation par le coût

Les processus de production peuvent, en amont du marché, jouer un rôle essentiel dans la formation des prix. Ainsi, les entreprises peuvent répercuter dans leurs prix de vente la hausse de leurs coûts de production : coût du facteur travail (les salaires) coût du capital (intérêts) coûts des matières premières coût des interventions publiques (impôt, charge sociales)

c-Inflation par la demande

Dans certaine situation, la demande peut excéder l'offre. Le prix tend automatiquement à monter dans cette situation.

Situation d'équilibre : offre(0) = demande (D)

Si $O > D$ alors il y'a baisse des prix

Si $D > O$ alors il y'a hausse des prix

d-L'inflation : un phénomène structurel

L'inflation apparait parfois comme un phénomène lié aux mécanismes internes à l'économie capitaliste : la hausse des prix peut être ainsi due aux :

- Dysfonctionnement des marchés c'est-à-dire la présence de monopole
- Comportements des agents économiques qui indexent les prix aux revenus.

3-Les conséquences de l'inflation

a- Les avantages

- l'augmentation de la demande globale
- l'accélération de la croissance économique
- l'augmentation des investissements
- La réduction du chômage
- L'amélioration du niveau général des variables économiques (PIB, PNB...)

b- Les effets pervers (inconvenients)

- la paupérisation des agents à bas revenus
- La détérioration du pouvoir d'achat du consommateur
- Les menaces sur la paix sociale
- fait perdre à la monnaie nationale sa valeur
- le manque de compétitivité des produits nationaux à l'étranger.

4-Les solutions possibles : La désinflation

La désinflation est l'ensemble des mesures visant dans un cadre libéral à restreindre la demande pour réduire les tensions sur les prix.

La désinflation se traduit donc par les mesures suivantes :

- La réduction des dépenses publiques
- L'augmentation de la pression fiscale afin de réduire le revenu des ménages
- L'encadrement du crédit
- La limitation des salaires
- le blocage des prix

5-Définition des notions voisines à l'inflation

- la déflation est un processus de baisse du niveau général des prix intervenant en général lors d'une période de dépression (baisse de l'activité économique)
- la stagflation est la coexistence de l'inflation et du chômage

Conclusion partielle

Au regard des effets de l'inflation sur l'économie, on peut dire que l'inflation est un mal nécessaire. La croissance économique ne peut en effet s'imaginer sans une légère inflation ; c'est pourquoi les mesures de lutte contre l'inflation doivent veiller à maintenir un minimum d'inflation gage de prospérité des entreprises.

II/ DESEQUILIBRE ECONOMIQUE : LE CHOMAGE.

Le chômage constitue un enjeu économique et social de première importance. Envisagé du point de vue des ressources productives, il constitue un gaspillage considérable en excluant de la production ceux qui veulent y participer.

1- Définition

Le chômage est une situation de déséquilibre entre l'offre et la demande de travail se traduisant pour une partie de la population active par un désœuvrement.

2-Les causes du Chômage.

- le coût élevé du facteur travail qui décourage les entreprises à l'embauche.
- l'insuffisance de la demande globale
- l'accroissement de la population active
- les changements technologiques qui se substituent à la main d'œuvre dans les entreprises.
- l'inadéquation entre offre et demande de travail le plus souvent imputable à l'inadéquation formation-emploi.

3-Les formes de chômages.

- le chômage naturel ou « noyau dur du chômage » c'est le taux de chômage qu'aucune politique économique n'est capable d'enrayer durablement.
- le chômage frictionnel est le temps compris entre la sortie de l'école, la démission ou le licenciement et l'acquisition d'un emploi ou d'un nouvel emploi.
- le chômage technologique est le chômage induit par les mutations technologique et l'inadéquation formation-emploi.
- Le chômage de segmentation : lié à l'emploi qualitativement homogène en matière d'âge, de sexe, de qualification.....
- Le chômage saisonnier lié aux saisons d'activités saisonnières.

4-Les solutions

- la relance de la consommation ou de la demande (elle passe par l'accroissement des revenus des agents à Proportion moyenne à consommer (P_{mc}) importante et la mise en place de conditions de crédit permettant aux particuliers de s'endetter pour l'acquisition des biens)
- le soutien aux investissements
- L'instauration d'un système éducatif conforme aux besoins des entreprises
- La réduction du coût du travail (réduction des charges sociales, exonération diverses)
- La diminution de la population active.
- *par l'abaissement de l'âge de cessation d'activité
- *par des mécanismes d'incitation à la cessation anticipée d'activités.
- *par la durée de scolarisation retardant l'entrée dans la vie active.
- La réduction de la durée de travail